En bref

15 % DE LA PRODUCTION POUR SAUVER LE MPB

Porc Pour sauver le Marché du porc breton (MPB) et relancer la dynamique collective, Evel'Up demande à chaque Organisation de producteurs d'apporter un minimum de 15 % de sa production au Marché du porc breton. Philippe Bizien, son président, demande cet engagement car « *le Marché du porc breton joue un rôle fondamental qu'il faut impérativement sauvegarder, dans l'intérêt de tous les éleveurs de porcs français. Aujourd'hui, le MPB ne fonctionne plus correctement, il est porté à bout de bras par 2 groupements de producteurs, la situation est inéquitable et intenable* ». Un appel à la responsabilité est lancé à chaque organisation pour tenter de le sauver.

QUE PENSEZ-VOUS DES AGRICULTEURS ?

Colloque Comment les Bretons voient-ils leurs agriculteurs ? Qu'est-ce que l'agriculture bretonne évoque pour eux ? Quelle est leur alimentation idéale ? Etc. Autant de questions qu'ont souhaité poser les membres de la commission « Agriculture et Société », créée en septembre dernier par Agriculteurs de Bretagne et Produit en Bretagne, au travers d'une enquête dont les résultats seront présentés mardi 17 mai, à Pontivy lors d'un colloque organisé à partir de 14 h au lycée du Gros Chêne. Deux tables rondes sont également programmées : « Agriculture et alimentation : les jeunesses bretonnes en recherche d'infos, de qualité et de sens » et « Distribution, transformation, médias : comment améliorer la confiance des consommateurs ? ». Inscription : https://bit.ly/3MZqD49

L'ÉTIQUETTE BIEN-ÊTRE ANIMAL SERA LANCÉE EN SEPTEMBRE

Porc La déclinaison de l'étiquette bien-être animal pour le porc sera lancée le 13 septembre au Space de Rennes, a annoncé l'association AEBEA (professionnels et ONG) lors d'une conférence de presse le 10 mai. *« Les premiers produits étiquetés sont attendus en fin d'année »*, précise un dossier de presse. Un aboutissement pour cette démarche de longue haleine démarrée il y a deux ans. À la manière du Nutri-score, l'étiquette bien-être animal comporte cinq niveaux de A à E. Les produits porcins seront classés en fonction de plus de 300 critères, dont 150 pour la seule étape d'abattage. Lancée en 2017, l'étiquette bien-être animal ne concerne actuellement que le poulet de chair, les œufs faisant l'objet d'une *« réflexion »*.

Pénuries alimentaires, ne nous trompons pas de débat !

Les reportages et articles sur une possible pénurie alimentaire mondiale fleurissent en ce printemps 2022, alimentant une psychose qui ne fait que renforcer l'inflation. Or la guerre à l'est de l'Europe, tout comme la spéculation sur les grains, sont loin d'être les meilleures explications à l'envolée des indices de la FAO. Ces derniers caracolent à des sommets historiques sur tous les segments (viande, lait, céréales, huiles).

MARCHÉS

Le plus gros réacteur à alimenter cette mise en orbite des prix alimentaires est bien le secteur des huiles (indice à 252 en mars) et cela ne date pas de l'inaccessibilité de l'huile de tournesol ukrainienne. La hausse est exponentielle depuis avril 2020, date à laquelle les prix étaient particulièrement bas (indice FAO à 80).

Les facteurs qui ont attisé le brasier

Le manque de main-d'œuvre (lié au Covid) dans les palmeraies de Malaisie et d'Indonésie, a mis le feu aux poudres via l'huile de palme. Puis la sécheresse au Canada nous a privés d'une part importante de l'approvisionnement mondial en colza et alimenté la flambée. Le recul de la production de soja dans les trois pays exportateurs en 21/22, pour des raisons climatiques, a attisé un peu plus le brasier. Nous avons donc surtout souffert d'un problème d'offre, alors même que la demande s'ajustait à la baisse (notamment dans le secteur des biocarburants pendant la crise sanitaire). Mais le prix du baril de pétrole ne cesse de progresser lui aussi de façon presque continue depuis avril 2020. Le cercle est devenu vicieux avec une offre d'huiles végétales actuellement insuffisante sur le marché mondial face à une demande en biocarburants qui caracole désormais.

Si spéculation il y a, c'est avant tout sur le pétrole et les contrats des huiles de palme et de soja sur les marchés à terme. Car en ce qui concerne les grains, l'ensemble des contrats détenus à Chicago par les fonds d'investissement (de court et de long terme) est plus faible en blé et en soja début mai que mi-février (avant l'invasion russe) et loin des records historiques. En maïs, nous sommes au-dessus des niveaux de février 2022 mais au-dessous des records de mars 2021 et de septembre 2010.

Rappelons que sur le segment des céréales, la hausse de l'indice FAO (à 169 en avril) s'est aussi enclenchée en août 2020 (99) pour atteindre 141 en janvier 2022, soit une progression de 42 % avant la guerre en Ukraine. Cet indice est une moyenne pondérée par les parts de marché à l'exportation du blé, du maïs et du riz entre 2014 et 2016 (48 % pour le blé, 39 % pour le maïs et 12 % pour le riz). Or cette répartition a évolué (respectivement à 43 %, 45 % et 12 % du total en 20/21), si bien que la FAO surestime aujourd'hui la part du blé. À l'été 2020, le premier élément de hausse du marché mondial des céréales a été l'arrivée massive de la Chine sur les achats de maïs, orge, sorgho, blé fourrager (passant de 25 Mt à 62 Mt en une saison). Or si l'empire du Milieu est désormais un acteur décisif des prix des céréales et plus seulement du soja, c'est avant tout à cause de l'évolution des conditions pédoclimatiques du pays.

Patricia Le Cadre, www.cereopa.fr

+ Dans les mois qui viennent, ce qui fera le prix des céréales ou des huiles sera bien sûr la mise à disposition des stocks ukrainiens de maïs et de tournesol, mais aussi et surtout, la météo qui décidera de la production chez tous les grands exportateurs. Alors ne nous trompons pas de débat !

> UNE HAUSSE DES HUILES EXPONENTIELLE DEPUIS AVRIL 2020.

UN PRIX MONDIAL DE L'ALIMENTATION PASSÉ SOUS SILENCE

Si pénurie alimentaire mondiale il devait y avoir demain, cela sera d'abord parce que nous n'aurons pas su adapter nos modes de production à la nécessaire frugalité qui s'annonce. Nous nous dirigeons vers un monde de rareté en énergies fossiles, vers un monde où le changement climatique s'annonce plus rapide à chaque rapport du Giec. Or qui a entendu parler de Cynthia Rosenzweig, agronome et climatologue de la Nasa qui a passé une grande partie de sa carrière à expliquer comment la production alimentaire mondiale doit s'adapter au changement climatique ? Elle vient de remporter le prix mondial de l'alimentation et aurait dû, pour cela, faire l'ouverture des JT. La scientifique a particulièrement étudié la gestion de l'eau et alerte sur le besoin de développer des systèmes résilients depuis 1985. Cela s'appelle prêcher dans un désert qui devient de moins en moins virtuel…

CULTIVER POUR SA PROPRE POPULATION

La vraie raison de cette dépendance des uns et des autres au marché mondial et à une poignée d'exportateurs est bien la possibilité ou non de cultiver pour sa propre population. Or le potentiel nourricier est intimement lié au climat et à son évolution. Entre des pays déjà fort dépendants des importations comme le Maroc ou l'Iran, qui subissent des sécheresses historiques, et des pays exportateurs qui subissent aussi de forts aléas climatiques à des fréquences s'accélérant, nous avons de quoi questionner le modèle d'approvisionnement agricole planétaire dans son ensemble. La crise alimentaire qui secoue l'Afghanistan est avant tout liée à l'aridification de ses sols. Le rendement du blé y a chuté de 30 % en 2021, faute d'eau, et les perspectives ne sont pas bonnes pour la prochaine récolte. La gestion de l'eau est un enjeu crucial dans ce pays comme dans de nombreux autres. Dans la Corne de l'Afrique, le retard des pluies exacerbe la pire sécheresse depuis quatre décennies. En Inde, une vague de chaleur record pourrait décimer la récolte de blé du pays. Or le pays est actuellement l'outsider qui approvisionne le marché…